

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
40 rue de la Préfecture
58000 NEVERS

NEVERS, le 21 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

APERAM ALLOYS IMPHY

Avenue Jean Jaurès
BP n°1
58160 IMPHY

Références : 220850
Code AIOT : 0005401254

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2022 dans l'établissement APERAM ALLOYS IMPHY implanté Avenue Jean Jaurès BP n°1 58160 IMPHY. L'inspection a été annoncée le 13/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APERAM ALLOYS IMPHY
- Avenue Jean Jaurès BP n°1 58160 IMPHY
- Code AIOT : 0005401254
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Icd : Oui

La SAS APERAM ALLOYS IMPHY conçoit et fabrique des produits métallurgiques de haute qualité, en alliages d'acier à base de nickel, chrome, cobalt, molybdène et autres métaux d'appoint. Elle commercialise :

- des produits dits « plats » en rouleaux, composés d'alliages de nickel ayant des propriétés particulières (alliages magnétiques et spéciaux, alliages à dilatation contrôlée utilisés pour les bilames, etc...).
- des produits semi-finis, comme des lingots et billettes en aciers inoxydables spéciaux, destinés à être transformés à chaud dans d'autres entreprises externes.
- des couronnes de fils d'acier toujours en alliages spéciaux à base de nickel.

Ces différentes productions sont destinées à des marchés mondiaux très « ouverts », tels que l'automobile, l'électroménager, la sécurité électrique, la pétrochimie, mais aussi à des marchés plus spécialisés comme l'aéronautique et le spatial, l'électronique, la micro-mécanique, la cryogénie et l'énergie.

Les fils en alliages spéciaux vendus en couronnes sont transformés en baguettes et fils de soudure, en vis, diodes, fils fins et ultra-fins, prothèses, résistances électriques, etc. En général, ces fils en alliages particuliers sont utilisés dans des milieux très agressifs (forte corrosion ou haute température, voire les deux) ou pour leurs propriétés physiques spécifiques (résistivité, magnétisme, dilatation contrôlée, etc.).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Inspection PPC avec thématique action nationale sous-traitance.

Etat d'avancement des actions prescrites dans les arrêtés préfectoraux de mise en demeure n° 58-2021-12-30-00002 du 30 décembre 2021 et n° 58-2022-05-12-00001 du 12 mai 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Protection contre la foudre	AP de Mise en Demeure du 30/12/2021, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
2	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
3	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
4	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
5	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
6	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
7	Liste des MMR	AP de Mise en Demeure du 30/12/2021, article 1	/	Sans objet
9	Réduction des poussières	AP de Mise en Demeure du 12/05/2022, article 1	/	Sans objet
10	Réduction des poussières	AP de Mise en Demeure du 12/05/2022, article 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires point R15	Arrêté Préfectoral du 23/08/2010, article 4-3-8-4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant de communiquer sous 1 mois l'état d'avancement de la mise en conformité des équipements de protection contre la foudre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation – Plan formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
<p>Constats : Question : Existe t-il un plan de formation pour les personnels des entreprises extérieures ? Qui délivre le justificatif de formation ? Qui prend en charge la formation ? Par qui est-elle organisée ?</p> <p>Réponse : La formation est réalisée sur la base de la procédure "Consigne santé sécurité et environnement pour les entreprises extérieures sur le site d'Imphy", réf IY-QSE-GEN-GENE-PR-9, édition 4, dernière mise à jour au 29/01/2018. L'exploitant indique que cette procédure est prise en compte en interne, en amont, avant et au moment du passage de commandes.</p> <p>Un accueil sécurité est fait pour toutes personnes effectuant un travail sur le site, il est réalisé sous la forme d'une présentation vidéo accessible sur internet, de 15 mn pour les visiteurs et de 2 h pour les co-traitants. Un quiz de 40 questions est imposé aux co-traitants, il n'est validé que si 35 réponses correctes sont données. Il est nécessaire de disposer de l'attestation de cet accueil sécurité pour pouvoir bénéficier d'un badge d'accès au site, le poste d'accueil dispose d'un accès informatique aux formations suivies. Les badges co-traitants ne sont valables que 2 mois, la partie quiz doit être refaite pour prolonger la validité du badge (les 40 questions sont choisies aléatoirement parmi une base de 100 questions). C'est le service sécurité du site qui a en charge l'élaboration et la mise à jour du support vidéo et des questions de l'accueil sécurité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, PPAM- Formation / documentation – Contenu formations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Question : Le contenu des formations est-il adapté aux risques des installations ? Réponse : Le contenu de la formation relève de la procédure PR-9 citée au point de contrôle précédent. Tous les travaux sur site font l'objet d'un plan de prévention. Le plan de prévention précise les mesures à prendre (avec un éventuel permis de feu), il est rédigé par un rédacteur APERAM et validé par un autre agent APERAM. Avant le début des travaux APERAM réalise une ouverture des travaux afin de vérifier que l'entreprise extérieure a informé son personnel et est en mesure de débiter les travaux en respectant les mesures consignées dans le plan de prévention. Des permis spéciaux (balisage, consignation, nettoyage, permis de feu, accès en zone confinée ...) sont établis au moment de l'ouverture du chantier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation - Renouvellement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Question : A quel(s) moment(s) ces formations ont-elles lieu ? Sont-elles renouvelées et si oui, à quelle fréquence ? Réponse : La formation est réalisée au premier accueil sur site, puis tous les 2 mois elle est vérifiée pour les co-traitants avec le quiz indiqué au point de contrôle n°1. Un opérateur changeant d'entreprise doit renouveler sa formation pour obtenir son nouveau badge. Les formations sont actualisées autant que de besoin : par exemple pour le Covid un module spécifique de formation a été mis en place. L'exploitant cite aussi une action réalisée en mai 2021, concernant les permis de feu et l'obligation rajoutée de faire un contrôle 1000 bulles avant de réaliser des travaux à moins de 5 m d'un circuit d'hydrogène. Cela a conduit à la mise à jour de la PR-9 qui à ce moment-là a été rediffusée à tous les co-traitants. L'exploitant indique aussi que le module d'accueil va être revu dans le premier semestre 2023 ; ce qui conduira à l'obligation de suivre la formation en globalité ou sur les parties nouvelles rajoutées au module de formation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation – Suivi formations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Question : Comment l'exploitant garde-t-il la trace des formations suivies par chaque personne concernée (tenue d'un registre, base de données) ? Réponse : Les attestations des formations générales sont consultables sur le logiciel dédié. Si une habilitation spécifique est requise, à l'ouverture du chantier le personnel APERAM vérifie toutes les habilitations des personnes concernées par le chantier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation – Vérification formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Question : Comment l'exploitant s'assure t-il que les personnes qui interviennent sur l'installation sont correctement formées ? Réponse : Des audits de chantier APERAM sont réalisés, par les donneurs d'ordre (services maintenance et travaux neufs) et par le service sécurité. L'exploitant précise qu'un tiers des chantiers sont audités, avec en priorité ceux concernés par le travail en hauteur, les points chauds et les espaces confinés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation – Suivi documentation formations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Question : La documentation relative à la formation et au suivi des connaissances des personnes formées est-elle tenue à jour et disposition de l'inspection des installations classées ? (liste des participants, durée de validité de la formation ou des habilitations délivrées à la suite d'une formation, etc.) Réponse : Données disponibles dans le logiciel dédié. Sous-traitant sur le terrain : Un salarié de la société SPIE, co-traitant pour la maintenance d'équipements et de chaudronnerie, a été questionné sur le site d'un chantier au bâtiment LW. Bien que déjà salarié chez un autre co-traitant intervenant chez APERAM depuis plusieurs années, son changement d'entreprise en 2021 lui a imposé de renouveler sa formation initiale. Il juge satisfaisante la formation donnée par APERAM. Pas de remarque de l'inspection concernant la présence sur site du plan de prévention, de l'ouverture de chantier et des modes opératoires. Le salarié co-traitant indique qu'il n'y a pas de co-activité pour son chantier, que le point de ralliement est connu et qu'en cas de difficulté il contactera la sécurité (n° d'appel connu, en passant par un poste fixe ou par un téléphone portable).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Liste des MMR

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/12/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect de la disposition de l'APMD. L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques (MMR), identifiées dans l'étude de dangers, et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.
Constats : La liste des MMR a été communiquée à l'inspection des installations classées le 9 août 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/12/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Respect de la disposition de l'APMD. • dans un délai de 24 mois à compter de la notification du présent arrêté pour les bâtiments CG/CT, LK et CU, • et dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté pour les autres bâtiments.</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p> <p>Constats : Les échéances de cette partie de l'arrêté de mise en demeure ne sont pas encore atteintes, elles sont au 30 décembre 2022 et au 30 décembre 2023. L'exploitant précise, sur la base du complément à l'ETF de juillet 2022, que pour la partie des IEPF (installations extérieures de protection contre la foudre) aucun bâtiment ne nécessite de travaux complémentaires. Une partie des travaux de mise en conformité des IIPF (installations intérieures de protection contre la foudre) sont réalisés, d'autres restent à faire ; en prenant en compte qu'une majorité de ces travaux ne peuvent être réalisés que lors des périodes d'arrêt des installations (nécessité de coupures des alimentations électriques).</p> <p>Une partie des travaux relatifs aux IIPF risque de ne pas être réalisée avant l'échéance du 30 décembre 2022. L'exploitant s'est engagé à communiquer à l'inspection une information de l'avancement des mises en conformité, qui précisera les travaux réalisés, ceux restant et à quelle échéance les travaux ne respectant pas l'échéance du 30 décembre 2022 seront réalisés. Il est demandé à l'exploitant de communiquer son information sous 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Réduction des poussières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/05/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Réduction des poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Respect de la disposition de l'APMD. Dans un délai de 9 mois : (article 8.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 23 août 2010) mise en place d'aspirations de poussières raccordées à une installation de dépoussiérage sur la zone de démontage des réfractaires ou autre(s) dispositif(s) ou aménagements d'efficacité équivalente.</p> <p>Constats : L'échéance de cette disposition n'est pas atteinte, elle est au 12 février 2023. L'exploitant indique qu'avant la fin de 2022 un système de brumisation pour l'abattage des poussières doit être mis en place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Réduction des poussières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/05/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Réduction des poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect de la disposition de l'APMD. Dans un délai de 21 mois : (article 8.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 23 août 2010) <ul style="list-style-type: none">- « installation d'une aspiration primaire de poussières sur la voûte du four à arc, ou autre(s) dispositif(s) ou aménagement(s) d'efficacité équivalente,- mise en place d'une aspiration primaire de poussières raccordées à l'installation de dépoussiérage de l'aciérie du four à arc sur la zone servant au décrassage en poche, ou autre(s) dispositif(s) ou aménagement(s) d'efficacité équivalente »
Constats : L'échéance de cette disposition n'est pas atteinte, elle est au 12 février 2024. L'exploitant indique que les commandes sont passées et que les travaux ont débuté. Il précise que des travaux préparatoires ont été réalisés durant l'été 2022 et que d'autres sont prévus à Noël 2022 et en mai 2023 ; pour une finalisation prévue durant l'été 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires point R15

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2010, article 4-3-8-4
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des limites du rejet liquide R15
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux pour le point de rejet R15.
Constats : Suite à une information qui nous a été faite par l'OFB, d'une mortalité piscicole constatée le 02/11/22 sur l'Ixeure, il a été demandé à l'exploitant de présenter en inspection les résultats de son autosurveillance. Cette demande a été réalisée en inopinée, avant la fin de l'inspection. L'exploitant a indiqué ne pas avoir connaissance de cette mortalité piscicole, il précise que le site fonctionnait normalement à cette date et qu'il n'a pas eu connaissance d'un incident sur son site de Chazeau. Les constats de terrain faits par l'OFB nous permettent de limiter les recherches d'une source de mortalité au rejet R15 du site Chazeau (localisation de R15 à l'article 4-3-5 "Localisation des points de rejet" de l'arrêté préfectoral d'autorisation). Immédiatement suite à notre demande l'exploitant a procédé à l'affichage des résultats de son autosurveillance de R15, tout en nous communiquant les captures d'écrans et les copies de fichiers demandés. Ont été visualisées en salle : - les mesures continues (par pas de mesure d'une minute) des paramètres température, débit, PH et MES entre le 01/11/22 à 12 h et le 03/11/22 à 11 h, - les mesures journalières, du 1 ^{er} octobre au 6 novembre, des paramètres Cr VI, Cr total, Ni, DCO, fer, HC114, DBO5, F NO2 et Zinc. Les fichiers de ces mesures ont aussi été communiqués en salle durant l'inspection. Les données communiquées par l'exploitant ne montrent pas de dépassement des valeurs limites d'émission excepté pour le 02/11/22 uniquement un pic ponctuel durant 6 mn des MES d'une valeur stable passant de 10 à 300 mg/l, pour une limite de 35 mg/l. Ce dépassement ponctuel n'entraîne pas le dépassement de la concentration moyenne qui est pour cette journée de 8,4 mg/l. Pour l'exploitant, à la consultation des données, le site n'apparaît pas comme la cause de la mortalité piscicole.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet